



Mission économique au Nigéria et en Côte d'Ivoire : haut potentiel... et défis

La semaine dernière, le Conseiller fédéral Schneider-Ammann s'est rendu au Nigéria et en Côte d'Ivoire en compagnie d'une délégation économique. Des entretiens ont eu lieu avec plusieurs ministres, commissions, chambres de commerce locales ainsi qu'avec l'African Development Bank (AfDB). Heinz Karrer, président d'economiesuisse, s'est engagé pour la recherche de solutions bilatérales.

Ne craignez pas l'inconnu, mais ne sous-estimez pas non plus les défis.

Ces paroles résument parfaitement la mission économique de cinq jours en Afrique occidentale, sous la conduite du Conseiller fédéral Schneider-Ammann. Elles sont également un conseil aux « nouveaux arrivants » sur le marché. Leur auteur est un entrepreneur opérant depuis des décennies dans des fonctions et pays divers du continent africain. Comme tous ceux qui ont pris part à cette mission, il estime que le Nigéria et la Côte d'Ivoire présentent un énorme potentiel. Selon lui, les entreprises devraient se concentrer d'abord sur les opportunités et non sur les risques. Ces derniers ne doivent pour autant pas être sous-estimés. Pour réussir en Afrique, il faut faire preuve de persévérance et de flexibilité.

Nigéria : l'économie souhaite une approche bilatérale des problèmes

À Abuja, capitale du Nigéria, la délégation a rencontré Okechukwu Enelamah, Ministre nigérien de l'Industrie, du Commerce et des Investissements, avant de poursuivre son voyage vers Lagos, la métropole économique du pays. Le Ministre a souligné la volonté du gouvernement de relever les défis du pays et notamment de combattre la corruption et la bureaucratie, mais aussi les problèmes d'infrastructure, où l'on espère certaines améliorations grâce à la numérisation.

La vingtaine de représentants de la délégation économique sous la direction de Heinz Karrer, président d'economiesuisse, a pu aborder ses préoccupations principales. Dans un souci de régler efficacement les défis bilatéraux, Heinz Karrer a proposé de créer une Joint Commission Nigéria-Suisse. Il a également souligné l'importance d'une convention de double imposition et salué le fait que les négociations se poursuivent en 2018.

Ces propositions et intérêts ont suscité un écho, aussi dans les échanges avec Yewande Sadiku, directrice de la Nigerian Investment Promotion Commission, ainsi qu'avec l'ambassadeur Chiedu Osakwe, directeur général du bureau nigérien des accords commerciaux.



Le Nigéria est la nation la plus peuplée d'Afrique et depuis peu le premier fournisseur de pétrole de la Suisse. Près de 200 millions de personnes peuplent ce pays 23 fois plus grand que le nôtre. Environ 45 entreprises suisses s'y sont installées, ce qui est relativement peu au regard du grand potentiel. Ensemble, elles emploient cependant plus de 10 000 salariés.

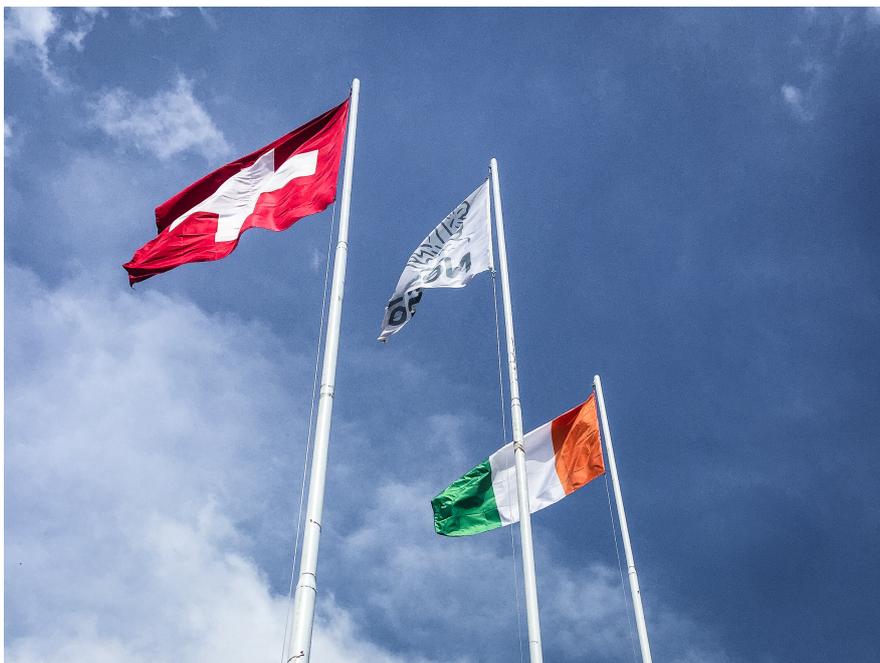
Malgré la récession, dont le Nigéria se remet doucement depuis 2017, bon nombre d'entreprises suisses ont continué d'investir ou sont entrées sur ce marché. « Nous sommes venus pour rester », explique un représentant d'entreprise. Les plans à long terme incluent des projets de recherche et des programmes de formation et formation continue pour les travailleurs, surtout aussi pour les jeunes et les femmes. De nombreuses entreprises forment leurs employés à

partir de zéro. Cet engagement a été loué expressément par les interlocuteurs nigériens, qui ont aussi répété que leur pays pouvait beaucoup apprendre du système de formation professionnelle suisse.

Le gouvernement de Côte d'Ivoire veut s'atteler aux défis

Jusqu'à peu avant le tournant du millénaire, la politique économique axée sur les exportations de la Côte d'Ivoire lui a valu d'être considérée comme miracle économique d'Afrique. Des troubles politiques et la chute du cours de cacao – un tiers de la production mondiale vient de Côte d'Ivoire – ont plongé le pays dans une grave crise politique et économique. En 2017, le moteur économique s'est remis à tourner. Plus de 30 entreprises suisses sont aujourd'hui installées en Côte d'Ivoire.

Au siège du gouvernement à Abidjan, la délégation suisse a rencontré le Premier et d'autres ministres. Le Conseiller fédéral Johann Schneider-Ammann avait au préalable été reçu par le Président pour une entrevue en tête-à-tête. Les représentants gouvernementaux ont assuré qu'ils voulaient s'attaquer aux défis, mieux diversifier leur économie, juguler les problèmes d'infrastructure ainsi que lutter contre la corruption et la bureaucratie.



À l'issue des entretiens officiels, les représentants économiques se sont retrouvés pour un échange avec les représentants de l'African Development Bank (AfDB). Cette banque de développement finance des projets dans toute l'Afrique. En plus de s'engager pour réduire la pauvreté et améliorer les conditions de vie, elle veut contribuer au développement économique et social du continent. Il n'est pas rare que les projets de l'AfDB soient réalisés sous forme de Public Private Partnership et donc en impliquant l'économie. L'AfDB partage la vue des milieux économiques au regard des défis que la Côte d'Ivoire doit relever.

La mission économique s'est achevée par une réunion de travail avec les participants de l'Africa CEO Forum (Link: <http://www.theafricaceoforum.com>), une plate-forme initiée par l'économie pour s'échanger sur les défis économiques et industriels propres au continent africain. Le Forum se tient alternativement à

Abidjan et à Genève, avec participation helvétique.